



FRANCESCO SINI
Università di Sassari

La règle «*iniussu populi voveri non posse*»: le peuple et la religion dans la Rome républicaine *

TABLE DES MATIERES – 1. «Isolierung» et «laïcisation». – 2. «*Religione, id est cultu deorum, multo superiores*»: *populus, religio, imperium populi Romani*. – 3. *Religio* et *pax deorum*. – 4. *Ius publicum, iussum populi* et *religio* dans la science juridique du troisième siècle av. J.-C. – 5. *Interpretatio pontificale* et pouvoirs du *populus Romanus* en matière religieuse. – 6. Les fragments. – 7. *Populus et religio*: A) la règle «*iniussu populi voveri non posse*». – 8. B) Structure juridique de la formule du *ver sacrum*.

1. – «Isolierung» et «laïcisation»

En discutant de la séparation entre le droit 'divin' et le droit 'humaine' en Rome ancienne, R. von Jhering, dans une célèbre page de son *Geist des römischen Rechts*, soulignait le caractère originaire de l'antithèse *fas / ius*: comme si avec elle le peuple romain, dès ses origines, avait «voulu constater sa mission pour le monde juridique»; même si ensuite Jhering ne pouvait se dispenser de relever dans quelle mesure la séparation était plutôt théorique: le *fas* comprenait «aussi bien la religion, en tant qu'elle prend un aspect juridique (dans notre langage actuel, le droit ecclésiastique) que le droit privé et public, en tant qu'il a un côté religieux»^[1].

Mais nous devons à Fritz Schulz l'affirmation la plus nette de ce phénomène, avec sa célèbre théorie de l'«Isolierung»^[2]: exposée dans le chapitre des *Prinzipien des römischen Rechts*, qui porte le même titre^[3]. Schulz voyait la gloire de la jurisprudence romaine avec sa capacité «de distinguer le droit du non droit, de délimiter le domaine du droit et de réduire le système juridique à un système autonome»^[4]; mais «aussi dans le domaine du droit procède le travail de séparation et d'isolement»: pour Schulz, déjà au début de la période républicaine, furent nettement séparés «le droit sacré et le droit profane»^[5], séparation à laquelle fit suite la séparation «encore plus importante» entra le droit public et le droit privé^[6] et enfin «même dans le droit privé on réalise une séparation ultérieure»^[7].

La théorie de Schulz a eu un vaste succès dans la doctrine: il suffira de rappeler, sans prétendre être exhaustif, les positions de Max Kaser (qui oppose le domaine juridique du «*weltliches Recht*» à un «*sakrales Recht*», de caractère extrajuridique)^[8], de C. Gioffredi (dans l'expérience romaine il n'y aurait jamais eu de commixtion entre la religion et le droit, mais une superposition d'étages différents)^[9], de G. Pugliese (un peu plus prudent, il ne s'approche que partiellement de la thèse de Schulz)^[10], pour arriver aux thèses très récentes de F. Wieacker^[11]; mais, à propos de l'insistance sur l'«Isolierung» de la part de cet illustre savant récemment disparu, M. Bretone n'impliquerait pas Fritz Schulz: «Io vi intravedo un filo che risale a Weber (oltre che a Jhering)»^[12].

Pour conclure, en remarquant l'insuffisance de concepts comme «isolement» et «laïcisation» pour démêler les file très consistants qui lient *ius* et *religio* dans la Rome républicaine, il me semble aussi pouvoir faire mienne l'indication formulée récemment par Mario Bretone: «se il diritto è una funzione autonoma, lo è sempre nel contesto di una società e di una cultura; è al loro interno che si viene disegnando; per comprenderne il senso, bisogna allora ricomporre il quadro intero»^[13].

2. – «*Religione, id est cultu deorum, multo superiores*»: *populus, religio, imperium populi Romani*

L'historiographie romaniste a consacré de nombreuses études au mot *religio*, dont la signification était très controversée même pour les Romains. Sans prétendre mettre en discussion la variété des orientations et des résultats (par rapport aussi au terme antithétique *superstitio*)^[14] de la doctrine la plus récente, je ne peux pas ne pas remarquer ici les contributions de H. Fugier^[15], É. Benveniste^[16], H. Wagenvoort^[17], G. Lieberg^[18], R. Muth^[19], R. Schilling^[20], E. Montanari^[21].

Pour comprendre quel rapport existait entre *populus* et *religio* dans le système «giuridico-religioso» romain^[22], il est plus utile de partir du témoignage de Cicéron^[23]. L'analyse de quelques-unes de ses définitions

les plus significatives, dans lesquelles *religio* est toujours entendue dans le sens de «culte des dieux»^[24], laisse entrevoir très clairement la justification théologique de l'hégémonie politique romaine, que les anciens attribuaient à la faveur des dieux, mais dont le mérite revenait également aux Romains qui dépassaient, par leur sensibilité et leur prudence envers la *religio* tour les autres peuples. Deux passages du *De natura deorum* sont à ce propos significatifs.

[*De nat. deor.* 2.8] C. Flaminium Coelius religione neglecta cecidisse apud Trasimum scribit magno cum re publicae vulnere. Quorum exitio intellegi potest eorum imperiis rem publicam amplificatam qui religionibus paruisent. Et si conferre volumus nostra cum externis, ceteris rebus aut pares aut etiam inferiores reperiemur, religione, id est cultu deorum, multo superiores^[25].

Donc, *neglegere* la *religio* détermine toujours d'intolérables *vulnera* au peuple romain, comme la défaite du Trasimène; tandis que le *parere religionibus* ne peut que déterminer, dans la dynamique de l'histoire, la constante *amplificatio* de la *res publica*, tout au moins tant que les Romains continueront à être «*religione, id est cultu deorum, multo superiores*»^[26].

Dans le deuxième passage, Cicéron trace aussi les principaux domaines de la *religio* («les deux grandes divisions, exhaustives, de la religion»: Dumézil)^[27], en affirmant qu'elle *in sacra et in auspicia divisa sit*:

[*De nat. deor.* 3.5] Cumque omnis populi Romani religio in sacra et in auspicia divisa sit, tertium adiunctum sit si quid praedictionis causa ex portentis et monstris Sibyllae interpretes haruspicesve monuerunt, harum ego religionum nullam umquam contemnendam putavi mihi que ira persuasi Romulum auspiciis, Numam sacris constitutis fundamenta iecisse nostrae civitatis, quae numquam profecto sine summa placatione deorum immortalium tanta esse potuisse^[28].

Sacra et *auspicia* ne constituent pas seulement les deux principaux domaines de la *religio*; il faut plutôt les considérer comme les *fundamenta* mêmes de la *civitas romana* dont, selon l'avis de Cicéron, le grand pouvoir atteint dans son histoire serait inexplicable *sine summa placatione deorum immortalium*. Cette vision providentielle de l'empire, presque un prix pour le peuple romain qui a su dépasser en religiosité tous les peuples, se retrouve aussi dans d'autres ouvrages de Cicéron: ainsi, par exemple, dans le discours *De haruspicum responsis* on lit:

Etenim quis est tam vaecors qui aut, cum suspexit in caelum, deos non sentiat et ea quae tanta mente fiunt, ut vix quisquam arte ulla ordinem rerum ac necessitudinem persequi possit, casu fieri putet, aut, cum deos esse intellexerit, non intellegat eorum numine hoc tantum imperium esse naturam et auctum et retentum? Quam volumus licet, patres conscripti, ipsi nos amemus, tamen nec numero Hispanos nec robore Gallos nec calliditate Poenos nec artibus Graecos nec denique hoc ipso huius gentis ac terrae domestico nativoque sensu Italos ipsos ac Latinos, sed pietate ac religione atque hac una sapientia, quod deorum numine omnia regi gubernatique perspeximus, omnis gentis nationesque superavimus^[29].

Ou dans le discours *pro Milone*, où *l'imperi nostrii magnitudo* est représentée en connexion avec la

maiorum nostrorum sapientia, qui sacra, qui caerimonias, qui auspicia et ipsi sanctissime coluerunt et nobis suis posteris prodiderunt^[30].

A bien y regarder, la conscience de cette fonction fondamentale de la *religio* dans la vie de la communauté romaine est un thème qui revient dans toute l'historiographie latine. Les exemples qui suivent seront suffisants. Dans la *Catilinae coniuratio*, l'historien des *populares*, Salluste, oppose l'exemple des *nostri maiores, religiosissimi mortales*, à la décadence des contemporains^[31].

Dans ses «Histoires», Tite-Live caractérise *l'urbs Roma* comme un lieu surtout voué à la religion^[32]; et il répète toujours que l'histoire des Romains constitue la preuve la plus évidente de la façon dont *omnia prospera evenisse sequentibus deos*^[33], puisque les dieux se montrent toujours

favorables à la *pietas* et à la *fides*: *per quae populus Romanus ad tantum fastigii venerit*^[34]. De même, Valerius Maximus souligne, comme élément caractérisant de la *civitas* romaine, le principe *omnia namque post religionem ponenda semper nostra civitas duxit*; il expliquait que «pour cela les autorités les plus hautes n'hésitèrent pas à se mettre à disposition pour les rites sacrés, en estimant qu'ils auraient eu le gouvernement du monde, s'ils avaient

bien et constamment servi les dieux»^[35]. Enfin, Tertullien dans son *Apologeticum* polémique avec vigueur contre *illa praesumptio*, fort répandue chez ses contemporains, selon laquelle seule la grande piété religieuse a élevé les Romains jusqu'à la domination du monde, parce que les dieux concèdent le maximum de leur puissance surtout aux peuples qui les vénèrent le plus^[36].

3. – *Religio et pax deorum*

La conception affirmée par les auteurs anciens se présente comme une conception presque originelle dans l'expérience juridique et religieuse romaine. La théologie sacerdotale, déjà à une époque très archaïque, avait

théorisé l'existence d'un lien indissoluble entre la *vita* du peuple romain et sa *religio*, au point d'orienter toute son activité à la conservation de la *pax deorum*^[37]: c'est-à-dire une situation d'amitié dans les rapports entre les hommes et les dieux^[38].

Des dieux, plus puissants que les hommes mais toujours faisant partie du système «giuridico-religioso»^[39], les Romains attendaient de recevoir la paix et le pardon^[40]; mais ils savaient aussi que leurs fautes pouvaient être punies par Jupiter avec de très graves malheurs^[41].

Alors émerge l'idée de *pax deorum*, expression attestée aussi dans sa forme archaïque *pax divom* ou *deum*^[42] chez Plaute (*sunt hic omnia, quae ad deum pacem oportet adesse*)^[43], Lucrèce (*non divom pacem votis adit, ac prece quaesit*)^[44], Tite-Live^[45] et Virgile (*exorat pacem divom*)^[46].

Toutefois, du point de vue humain, le «légalisme religieux»^[47] des sacerdoces configurait la *pax deorum* comme une somme d'actes et de comportements, auxquels la collectivité et les individus devaient se conformer pour conserver la faveur des dieux. Cela explique l'attention de l'annalistique romaine, héritage direct des *Annales* du collège des pontifes^[48], lorsqu'elle documenta les faits susceptibles de troubler la *pax deorum*, les conséquences négatives pour la vie communautaire, les remèdes rituels mis en place pour expier^[49]. On peut bien comprendre aussi pourquoi la conservation de la *pax deorum* constituait le fondement théologique du rituel tout entier^[50] et était considérée, en même temps, l'élément fondamental du système «giuridico-religioso» romain. Objet, donc, du *ius populi* (*ius publicum*), non fortuitement divisé en trois parties: *sacra*, *sacerdotes*, *magistratus*.

4. – *Ius publicum, iussum populi et religio* dans la science juridique du troisième siècle av. J.-C.

En ce qui concerne la tripartition du *ius publicum*, partition qui n'est clairement attestée que dans les Institutions d'Ulpien en D. 1.1.1.2^[51] et présente dans l'ordre des matières du *De legibus* cicéronien^[52], P. Catalano a soutenu, à juste titre; qu'il s'agit d'une subdivision propre de la jurisprudence républicaine, tracée en adhérant spontanément aux documenta des prêtres et des magistrats^[53]. Comme je crois l'avoir déjà démontré dans mon livre *Documenti sacerdotali di Roma antica*^[54], la conception cicéronienne trouve ses racines dans des élaborations sacerdotales d'époque précédente, réfléchissant une hiérarchisation très ancienne des parties de l'*ius publicum*^[55].

L'examen de quelques contributions des juristes du troisième siècle (P. Sempronius Sofus, Tiberius Coruncanius, L. Cornelius Lentulus, P. Licinius Crassus Dives) à la *iuris scientia* peut être d'une grande utilité à notre thème. La discussion sera ici très sommaire, je me permets, toutefois, de renvoyer à un de mes livres, consacré justement à ces juristes^[56].

L'intervention de P. Sempronius Sofus^[57] sur le conflit des lois (Tite-Live 9.34.7)^[58] est significative, puisqu'elle concerne le *iussum populi*: il s'agit d'une *interpretatio* (*iuris publici*) de la norme décemvirale «*Ubi duae contrariae leges sunt, semper antiquae obrogat nova*»^[59] que le juriste présente en étroite corrélation avec une autre norme décemvirale: «*quodcumque postremum populus iussisset, id ius ratumque esset*»^[60].

Plus en général, l'examen des fragments de ces prêtres-juristes fait apparaître la cohérence de leur *interpretatio*, le caractère concret et raffiné de leur théologie, la constante interaction entre *ius sacrum*, *ius publicum*, *ius privatum* dans leurs interventions professionnelles.

Même dans la variété des thèmes traités, la supériorité du *populus* et du *iussum populi* semble être l'objet de la réflexion théologique et juridique de ces prêtres-juristes, sévères gardiens et interprètes officiels de la *religio*; de là s'ensuivent différentes réflexions sur les pouvoirs et les prérogatives des *sacerdotes populi Romani* et des *magistratus populi Romani*, et l'*interpretatio* des XII Tables^[61].

5. – *Interpretatio pontificale et pouvoirs du populus Romanus* en matière religieuse

La tradition documentaire et la pratique interprétative du collège des pontifes n'avaient *ab antiquo* que le magistrat avait le pouvoir d'offrir *vota publica*^[62] sans l'assentiment préliminaire du peuple; la jurisprudence sacerdotale^[63] considérait comme indispensable le *iussum populi* pour l'engagement du lien obligatoire à l'égard des dieux^[64], et donc pour la validité du rite.

Un texte de Tite-Live (22.10.1-6) documente une intervention du grand pontife (et juriste) L. Cornelius Lentulus^[65], dont il rapporte l'intransigeante réponse pour la défense du *iussum populi*, contre une interprétation extensive des pouvoirs des magistrats en matière de *vota publica*. Les deux fragments, qui seront analysés ici, offrent de précieux exemples d'*interpretatio iuris* du grand pontife Lentulus, qui se montra sévère gardien des

prérogatives juridiques et religieuses du peuple romain, à l'occasion du solennel *ver sacrum*^[66] voué aux dieux en 217, après la bataille catastrophique du Trasimène. Lorsque dans un des plus graves moments de la guerre hannibالية, après des défaites terribles et répétées, le seul remède possible apparut le secours divin, à rendre propice avec des cérémonies extraordinaires et des rites inusités tirés des livres sibyllins^[67]:

[Tite-Live 22.9.7-10] Q. Fabius Maximus dictator iterum, quo die magistratum iniit, vocato senatu, ab dis orsus, cum edocuisset patres plus neglegentia caeremoniarum auspicioque quam temeritate atque inscitia peccatum a C. Flaminio consule esse, quaeque piacula irae deum essent ipsos deos consulendos esse, pervicit, ut, quod non ferme decernitur, nisi cum taetra prodigia nuntiata sunt, decemviri libros Sibyllinos adire iuberentur. Qui inspectis fatalibus libris rettulerunt patribus, quod eius belli causa votum Marti foret, id non rite factum de integro atque amplius faciendum esse, et Iovi ludos magnos et aedes Veneri Erucinae ac Menti vovendas esse et supplicationem lectisterniumque habendum et ver sacrum vovendum, si bellatum prospere esset resque publica in eodem, quo ante bellum fuisset, statu permansisset^[68].

L'intervention de L. Cornelius Lentulus s'insère, donc, dans un contexte de cérémonies religieuses ordonnées par les livres sibyllins, parmi lesquelles le *ver sacrum*^[69] constituait la cérémonie la plus considérable et significative, la plus extraordinairement inusitée^[70].

6. – Les fragments

Mais voyons le texte, d'où sont tirés les deux fragments du pontife-juriste L. Cornelius Lentulus.

[Tite-Live 22.10.1] His senatus consultis perfectis L. Cornelius Lentulus pontifex maximus consulente collegium praetore omnium primum populum consulendum de vere sacro censet: iniussu populi voveri non posse.

[Tite-Live 22.10.2-6] Rogatus in haec verba populus: Velitis iubeatis ne haec sic fieri? Si res publica populi Romani Quiritium ad quinquennium proximum, sicut velim eam salvam, servata erit hisce duellis, quod duellum populo Romano cum Carthaginensi est, quaeque duella cum Gallis sunt, qui cis Alpes sunt, tum donum duit populus Romanus Quiritium: quod ver attulerit ex suino, ovino, caprino, bovino grege, quaeque profana erunt, Iovi fieri, ex qua die senatus populusque iusserit. Qui faciet, quando volet quaque lege volet, facito; quo modo faxit, probe factum esto. Si id moritur, quod fieri oportebit, profanum esto neque scelus esto; si quis rumpet occidetve insciens, ne fraus esto; si quis clepsit, ne populo scelus esto, neve cui cleptum erit; si atro die faxit insciens, probe factum esto; si nocte sive luce, si servus sive liber faxit, probe factum esto; si antidea <quam> senatus populusque iusserit fieri, faxitur, eo populus solutus liber esto^[71].

Bien que les deux fragments soient liés au même objet, ils méritent des discussions séparées, puisqu'ils se rapportent à différentes questions: la première partie concerne une sèche réaffirmation des pouvoirs populaires dans le domaine de la *religio*, la deuxième, la particularité du texte de la formule solennelle (religieuse et juridique) soumise à l'approbation populaire.

Dans l'analyse des passages que nous venons de citer, les spécialistes ont porté leur attention surtout sur le contenu et sur la structure linguistique de la formule; donc l'*interpretatio iuris*, sous-tendue à la première partie de ce texte, est passée presque inaperçue: L. Cornelius Lentulus niait au magistrat le pouvoir de vouer le *ver sacrum*, *iniussu populi*, sans une expression formelle de la volonté du peuple romain^[72].

7. – *Populus et religio*: A) la règle «*iniussu populi voveri non posse*»

Il s'agit, en conclusion, de comprendre quels principes ont inspiré l'avis du grand pontife, dans le climat politique de ce terrible 217 av. J.-C.

Il faut repousser, tout de suite, la tentation de relier l'*interpretatio* de L. Cornelius Lentulus aux événements politiques de ces années-là^[73], marquées par une relance générale et par une nouvelle initiative du mouvement populaire romain^[74] dont la ligne politique, il est vrai, visait avec une détermination constante à une croissante subordination de l'*imperium* des magistrats au pouvoir populaire; ceci est bien démontré par l'innovation de faire élire le dictateur par le peuple et l'extension des limites de la *provocatio* à son *imperium* aussi^[75].

En établissant des sujets et des procédures pour le *ver sacrum*, on peut surtout croire que l'*interpretatio iuris* de L. Cornelius Lentulus à faire recours à la tradition documentaire du collège, qu'«une étude sérieuse des Commentaires»^[76] lui permettait de maîtriser. Le pontife-juriste certainement n'ignorait pas la casuistique de la jurisprudence pontificale la plus ancienne sur les *vota*, *dona*, *dedicationes* publiques; dont le *iussum populi* résultait, *ab antiquo*, condition indispensable pour la validité de ces actes de culte^[77]. Dans les sources, du reste, nous avons la preuve de l'existence de cette règle:

[Tite-Live 4.20.4] Dictator coronam auream libram pondo ex publica pecunia populi iussu in Capitolio Iovi donum posuit.

Il me semble hors de doute que Tite-Live, même s'il ne puise pas dans des documents originaux, tire l'information d'une bonne source: peut être l'annaliste Licinius Macer, cité plus loin dans le même chapitre, qui utilisait non seulement quelques-uns des *veteres annales*, mais surtout des documents officiels d'excellente qualité, les *magistratum libri, qui lintei in aede repositi Monetae*^[78].

8. – B) Structure juridique de la formule du *ver sacrum*

Il s'agit d'un texte splendide «dont l'armature, sinon tous les mots, paraît authentique»^[79]; certainement très ancien dans sa forme linguistique qui, même modernisée, laisse transparaître des archaïsmes typiques des formules solennelles du langage sacerdotal le plus conservateur^[80]. L'exceptionnel finissage de ce langage n'a pas échappé à la doctrine la plus perspicace: «Ce document fait honneur à la science théologique de son auteur – écrivait dans son livre sur les pontifes A. Bouché-Leclercq – Tout ce qui pourrait alarmer la conscience du peuple romain et invalider l'accomplissement du vœu y est prévu et excusé d'avance»^[81]; et un siècle plus tard, un autre grand savant français, G. Dumézil, écrit: «Cette formule est un beau monument de la prudence, du bon sens que les experts sacrés de Rome apportaient à la réglementation des choses les plus artificielles»^[82].

La structure juridique de la formule dictée par le grand pontife pour le *votum* du *ver sacrum* mérite elle aussi une brève réflexion: à l'éclaircissement détaillé des offrandes en accomplissement d'un vœu, suit une série de clauses libératoires, où la *peritia* théologique et jurisprudentielle du grand pontife est entièrement orientée à assurer que la *pax deorum* ne soit pas troublée par des *crimina* ou *delicta* des citoyens; enfin, que le *scelus* et l'*inscientia* de chaque personne ne soient pas nuisibles au peuple romain. Il faut noter, ensuite, comment certaines clauses de la formule témoignent l'uniformité et la continuité dans l'interprétation du collège pontifical: je veux me référer à la clause «*Si atro die faxit insciens, probe factum esto*», qui semble caractérisée par un *decretum* rendu il y a trente ans, pour absoudre Tiberius Coruncanius d'un pareil comportement^[83].

(*) Communication présentée en français lors de la réunion à Moscou (Salle Rouge du Présidium de l'Académie des Sciences de Russie, 26-27 mai 1994) du XIV Séminaire internationale d'études historiques «De Rome à la Troisième Rome» sur *Laïcité entre droit et religion*.

[1] R. von JHERING, *L'esprit du droit romain*, tr. franc., I, Paris 1886 [Bologna 1969], 267 suiv.: «Chez le peuple grec, cette séparation ne s'est faite que dans les temps historiques; chez le peuple romain, au contraire, elle se fit à l'origine des siècles. Dès sa première apparition, ce peuple apporte avec lui l'antithèse du *fas* et du *jus*, qui porte l'empreinte de cette séparation, comme si dès le principe il avait voulu constater sa mission pour le monde juridique et son pouvoir d'analyse. *Fas*, c'est le droit religieux, saint ou révélé. Il comprend aussi bien la religion, en tant qu'elle prend un aspect juridique (dans notre langage actuel, le droit ecclésiastique) que le droit privé et public, en tant qu'il a un côté religieux».

[2] A. VARSALONA, *Il principio di isolamento nel diritto romano*, *Archivio Giuridico CCI*, 1981, 37 suiv.

[3] F. SCHULZ, *Prinzipien des römischen Rechts*, München 1934; cit. tr. it.: *I principii del diritto romano*, éd. V. Arangio-Ruiz, Firenze 1949, 16 suiv.

[4] F. SCHULZ, *I principii del diritto romano*, cit., 17-18: «Si tratta anzitutto di distinguere il diritto dal non diritto, di delimitare il campo del diritto e di ridurre l'ordinamento giuridico ad un sistema autonomo. Nella vita il diritto si presenta inserito nell'insieme dell'attività sociale della comunità organizzata. Sulla sua base influiscono le relazioni ed opinioni economico-politiche, ed anche le concezioni del costume e della moralità, di guisa che esso è geneticamente congiunto col non-diritto. Ma anche funzionalmente l'ordine giuridico è legato con l'ordine sociale non giuridico: accanto all'ordinamento del diritto sta l'ordinamento del costume e della morale, quella cerchia di obblighi extragiuridici che proprio nel mondo romano ha tanta importanza anche per la vita del diritto, e che formano il contenuto prevalente della parola *officium*. Nell'età giovanile dei popoli diritto, morale e costume sono sempre intrecciati insieme. Mentre però alcuni popoli – fra essi compresi anche il greco e il germanico – si decidono difficilmente, e non senza ritorni, alla separazione fra le varie norme, i romani hanno cominciato ben presto a metterla in atto. La legge delle XII Tavole contiene esclusivamente norme giuridiche, e la giurisprudenza successiva ha proseguito la separazione, con rigore romano, anche nelle materie non regolate da leggi».

[5] F. SCHULZ, *I principii del diritto romano*, cit., 22-23: «Anzitutto sono stati separati, già in principio dell'età repubblicana, il diritto sacro e il profano, e di nuovo la separazione conduce all'isolamento. P. Scevola (console nel 133) usava ancora dire che un buon pontefice deve conoscere anche il diritto profano, ma questa persuasione venne via via scomparendo. Già al tempo di Cicerone vi sono specialisti del diritto sacro che non si occupano del diritto profano o almeno non se ne occupano altrettanto a fondo: Capitone, scrittore di diritto sacro, sembra aver prodotto soltanto opere insignificanti nel campo del diritto profano. D'altronde le due sfere giuridiche non esercitano più influenza una sull'altra».

[6] F. SCHULZ, *I principii del diritto romano*, cit., 23-24: «Ancora più importante era la separazione del diritto pubblico (*ius publicum*) dal privato (*ius privatum*). [...] Il diritto pubblico è quello che regola i rapporti giuridici del *populus Romanus*: ogni volta che lo Stato romano è oggetto attivo o passivo di un rapporto giuridico, questo è sottratto al diritto privato e sottoposto al diritto pubblico. La distinzione, che è sconosciuta agli altri ordinamenti giuridici non dipendenti dal romano, ha portato come sua conseguenza gravi pregiudizi. Anche qui, infatti, la separazione porta all'isolamento, e i due gruppi di norme, che nella vita s'intrecciano così strettamente l'uno con l'altro, sono tenuti divisi con straordinario rigore».

[7] F. SCHULZ, *I principii del diritto romano*, cit., 28: «Ma anche entro il diritto privato si opera una separazione ulteriore. La giurisprudenza repubblicana e la classica trattano il diritto privato prevalentemente dal punto di vista della città di Roma. Non solo essi lasciano completamente da parte il diritto peregrino che viveva entro l'impero romano, ma si occupano quasi esclusivamente del diritto privato romano quale si applicava nei tribunali della città, o almeno in quelli italiani. Le norme particolari sancite per le province dalla legislazione imperiale li interessano poco, e niente affatto gli editti giudiziari particolari che vigevano nelle singole province».

M. PIANTELLI, *Una ricerca su ritus in epoca arcaica*, *Studi in onore di G. Grosso*, VI, Torino 1974, 236 suiv., a justement observé que dans l'esquisse du savant allemand «l'indipendenza della sfera giuridica da quella religiosa, sentita quasi come valore da difendere, si viene a sovrapporre all'impostazione metodologica di fondo nell'approccio alla realtà della *Weltanschauung* romana arcaica, col rischio di deformare irrimediabilmente la nostra possibilità di comprensione di quest'ultima».

Voir encore, sur le problème, P. VOICI, *Diritto sacro romano in età arcaica*, *Studia et Documenta Historiae et Iuris* 19, 1953, 49 suiv. (= ID., *Scritti di diritto romano*, I, Padova 1985, 226 suiv.); R. ORESTANO, *I fatti di normazione nell'esperienza romana arcaica*, Torino 1967, 99 suiv.; cf. aussi P. CATALANO, *Per lo studio dello ius divinum*, *Studi e Materiali di Storia delle Religioni* 33, 1962, 129 suiv.; F. FABBRINI, *Res divini Iuris*, *Novissimo Digesto Italiano*, XV, Torino 1968, 515 suiv.

[8] M. KASER, *Religione e diritto in Roma arcaica*, *Annali del Seminario Giuridico dell'Università di Catania* 3, 1948-49, 77 suiv.; [cf. aussi *Ars boni et aequi. Festschrift für W. Waldstein zum 65. Geburtstag*, Stuttgart 1993, 151 suiv.] cf. ID., *Religiose Begriffe in frühromischen Recht*, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Romanistische Abteilung)* 67, 1950, 47 suiv.

[9] C. GIOFFREDI, *Religione e diritto nella più antica esperienza romana*, *Studia et Documenta Historiae et Iuris* 20, 1954, 261: «Nel delimitare l'ambito del fatto giuridico non si può guardare soltanto all'aspetto estrinseco e formale della giuridicità: l'organo da cui deriva la norma e la coattività della medesima. V'è innanzi tutto l'aspetto sostanziale, quello dell'interesse che sta alla base del rapporto giuridico e ne costituisce l'essenza. Ora, perché si possa dire che v'è un nesso organico tra religione e diritto, occorre che quest'ultimo costituisca l'interesse giuridicamente tutelato. Se la religione opera soltanto al momento della sanzione, v'è qualcosa che rende l'atto non intrinsecamente religioso, ed è qui il principio di diversificazione tra religione e diritto»; cf. aussi, du même auteur, *Sulle attribuzioni sacrali dei magistrati romani*, *Iura* 9, 1958, 23: «Ad esempio, che motivi religiosi siano l'elemento dominante nell'organizzazione politica della Roma più antica è un dato certo, ma lo studioso deve andare rintracciando i modi e i fattori che, considerate le peculiarità delle concezioni religiose romane, hanno portato dall'indistinzione originaria alla distinzione già durante l'età monarchica e più decisamente in quella repubblicana, e non cedere alla tentazione di costruzioni suggestive ma infondate».

[10] G. PUGLIESE, *L'autonomia del diritto rispetto agli altri fenomeni e valori sociali nella giurisprudenza romana*, *La storia del diritto nel quadro delle scienze storiche. Atti del primo Congresso Internazionale della Società Italiana di Storia del diritto*, Firenze 1966, 162: «Nessuno dubita che nel periodo romano primitivo religione e diritto siano stati intrinsecamente connessi, sebbene incertezze possano regnare fra gli studiosi circa l'intensità e i modi di tale connessione».

[11] F. WIEACKER, *Römische Rechtsgeschichte. Quellenkunde, Rechtsbildung, Jurisprudenz und Rechtsliteratur*, I, München 1988, 318 suiv.; 502 suiv.

[12] M. BRETONI, *La storia del diritto romano fra scienza giuridica e antichistica*, *Iura* 39, 1988 (1991), 14.

[13] M. BRETONI, *L'autonomia del diritto e il diritto antico*, *Materiali per una Storia della Cultura Giuridica* 22, n. 1, 1992, 40: «Non basta aver individuato il fenomeno ed osservarlo a lungo da ogni lato. Così si può renderlo interessante, ma bisogna anche tentarne una spiegazione. Questo esige che lo storico del diritto, il quale fa bene ad avventurarsi nel groviglio labirintico della sua materia, non dimentichi mai una verità fondamentale e semplice: se il diritto è una funzione autonoma, lo è sempre nel contesto di una società e di una cultura; è al loro interno che si viene disegnando; per comprenderne il senso, bisogna allora ricomporre il quadro intero».

[14] Voir W.F. OTTO, *Religio und superstitio*, *Archiv für Religionswissenschaft* 14, 1911, 406 suiv.; F. SOLMSEN, *Cicero on religio et superstitio*, *The Classical Weekly* 37, 1943-44, 159 suiv.; M. SACHOT, *Religio/superstitio. Histoire d'une subversion et d'un retournement*, *Revue de l'Histoire des Religions* 208, 1991, 355 suiv.

Sur la *superstitio* v. E. RIESS, *Aberglaube*, *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft* 1, Stuttgart 1894, c. 29 suiv.; I. PFAFF, *Superstitio*, *ibidem* 4, 1, Stuttgart 1931, c. 938 suiv.; R.C. ROSE, *Superstitio*, *The Classical Journal* 64, 1968-69, 354 suiv.; S. CALDERONE, *Superstitio, Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, 1.2, Berlin-New York 1972, 377 suiv.; D. GRODZYNSKI, *Superstitio*, *Revue des Études Anciennes* 76, 1974, 36 suiv.; L.F. JANSSEN, *Die Bedeutungsentwicklung von superstitio/superstes*, *Mnemosyne* 28, 1975, 135 suiv.; W. BELARDI, *Superstitio* [Biblioteca di Ricerche Linguistiche e Filologiche, 5], Roma 1976.

[15] H. FUGIER, *Recherches sur l'expression du sacré dans la langue latine*, Paris 1963, 172 suiv.

[16] É. BENVENISTE, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, 2. *Pouvoir, droit, religion*, Paris 1969, 265 suiv.

[17] H. WAGENVOORT, *Wesenzüge altrömischer Religion, Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, I. 2, Berlin-New York 1972, 348 suiv. (= ID., *Pietas. Selected studies in Roman Religion*, Leiden 1980, 223 suiv.).

[18] G. LIEBERG, *Considerazioni sull'etimologia e sul significato di Religio*, *Rivista di Filologia e di Istruzione Classica* 102, 1974, 34 suiv.

[19] R. MUTH, *Von Wesen römischer religio, Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.16.1, Berlin-New York 1978, 290 suiv.

[20] R. SCHILLING, *L'originalité du vocabulaire religieux latin*, ID., *Rites, cultes, dieux de Rome*, Paris 1979, 30 suiv.

[21] E. MONTANARI, *Religio*, *Enciclopedia Virgiliana*, IV, Roma 1988, 423 suiv.

[22] Pour l'expression «sistema giuridico-religioso», v. P. CATALANO, *Linee del sistema sovranazionale romano*, Torino 1965, 30 suiv.; 37 n. 75; ID., *Aspetti del sistema giuridico-religioso romano*. *Mundus, templum, urbs, ager, Latium, Italia, Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.16.1, Berlin-New York 1978, 445 suiv.; ID., *Diritto e persone. Studi su origine e attualità del sistema romano*, Torino 1990, 57.

Contre R. ORESTANO: *Diritto. Incontri e scontri*, Bologna 1981, 395 suiv.; ID., *Le nozioni di ordinamento giuridico e di esperienza giuridica nella scienza del diritto*, *Rivista trimestrale di Diritto Pubblico* 4, 1985, 964 suiv.; ID., *Introduzione allo studio del diritto romano*, Bologna 1987, 348 suiv.; R. CERAMI, *Potere ed ordinamento nell'esperienza costituzionale romana*, 2ème éd., Torino 1967, 10 suiv. Cf. encore G. LOMBARDI, *Persecuzioni, laicità, libertà religiosa. Dall'Editto di Milano alla "Dignitatis Humanae"*, Roma 1991, 34 suiv.

[23] Sur la question plus générale, v. J. KROYMANN, *Cicero und die römische Religion, Ciceroniana. Hommages à Kazimierz Kumaniecki*, Leiden 1975, 116 suiv.; L. TROIANI, *Cicerone e la religione*, *Rivista Storica Italiana* 96, 1984, 920 suiv.

[24] Cf. *De nat. deor.* 1.117: *religionem, quae deorum cultu pio continetur; De leg.* 1.60 (*cum animus cultumque deorum et puram religionem susceperit*); 2.20; 2.30; *De har. resp.* 18.

Autre définition dans Servius, *Ad Aen.* 8.349: *Religio, id est metus, ab eo quod mentem religet dicta religio*. En général, pour l'usage par Virgile du mot *religio*, v. E. MONTANARI, *Religio, Enciclopedia Virgiliana*, IV, cit., 423 suiv.; cf. mon livre *Bellum nefandum. Virgilio e il problema del "diritto internazionale antico"*, Sassari 1991.

[25] Sur ce texte v. C. BAILEY, *Phases in the religion of ancient Rome*, Berkeley 1932 (Westport, Conn., 1972), 274 suiv.; M. HUMBERT, *Droit et religion dans la Rome antique, Mélanges Felix Wubbe*, Fribourg Suisse 1993, 196 suiv. Voir aussi Virgile, *Aen.* 12.838-840: *Hic genus Ausonium mixtum quod sanguine surget, / supra homines, supra ire deos pietate videbis, / nec gens ulla tuos aequae celebrabit honores*; cf. F. SINI, *Bellum nefandum. Virgilio e il problema del "diritto internazionale antico"*, cit., 192 n. 27.

[26] Cf. R. TURCAN, *Religion romaine. 2. Le culte*, Leiden-New York-Kobenhavn-Köln 1988, 5 suiv.: «C'est à la piété collective et institutionnelle, aux *religiones* de la cité que les Romains attribuaient le succès de leur politique et leur hégémonie universelle. [...] A cet égard, les Romains pouvaient à bon droit se targuer de l'emporter sur tous les peuples *religione, id est cultu deorum*».

[27] G. DUMÉZIL, *Idées romaines*, Paris 1969, 96 n. 1; J. BAYET, *La religion romaine. Histoire politique et psychologique* (1957), 2ème éd., Paris 1969, 128.

[28] Sur le texte, v. A.S. PEASE, *M. Tulli Ciceronis De natura deorum*, II (1957), Darmstadt 1968, 983 suiv.

[29] *De har. resp.* 19; v. M. HUMBERT, *Droit et religion dans la Rome antique*, cit., 191 suiv.

[30] *Pro Mil.* 83: *Nec vero quisquam aliter arbitrari potest, nisi qui nullam vim esse ducit numenve divinum, quem neque imperi nostri magnitudo neque sol ille nec caeli signorumque motus nec vicissitudines rerum atque ordines movent, neque, id quod maximum est, maiorum nostrorum sapientia, qui sacra, qui caerimonias, qui auspicia et ipsi sanctissime coluerunt et nobis suis posteris proderunt.*

[31] Salluste, *Cat.* 12.1-5: *Postquam divitiae honori esse coepere et eas gloria, imperium, potentia sequebatur, hebescere virtus, paupertas probro haberi, innocentia pro malivolentia duci coepit. Igitur ex divitiis iuventutem luxuria atque avaritia cum superbia invasere: rapere consumere, sua parvi pendere, aliena cupere, pudorem pudicitiam, divina atque humana promiscua, nihil pensi neque moderati habere. Operae pretium est, domos atque villas cognoveris in urbium modum exaedificatas, visere tempia deorum, quae nostri maiores, religiosissimi mortales, fecere. Verum illi delubra deorum pietate, domos suas gloria decorabant, neque victis quicquam praeter iniuriae licentiam eripiebant. At hi contra, ignavissimi homines, per summum scelus omnia ea sociis adimere, quae fortissimi viri victores reliquerant: proinde quasi iniuriam facere, id demum esset imperio uti.*

[32] Tite-Live 5.52.2: *Urbem auspiciato inauguratoque conditam habemus; nullus locus in ea non religionem deorumque est plenus; sacrificiis solemnibus non dies magis statim quam loca sunt in quibus fiant.*

[33] Tite-Live 5.51.5: *Intuemini enim horum deinceps annorum vel secundas res vel adversas; invenietis omnia prospera evenisse sequentibus deos, adversa spernentibus.*

[34] Tite-Live 44.1.9-11: *Paucis post diebus consul contionem apud milites habuit. Orsus a parricidio Persei perpetrato in fratrem, cogitato in parentem, adiecit post scelere partum regnum veneficia, caedes, latrocinio nefando petatum Eumenen, iniurias in populum Romanum, direptiones sociarum urbium contra foedus; ea omnia quam diis quoque invisa essent, sensurum in exitu rerum suarum; favere enim pietati fideique deos, per quae populus Romanus ad tantum fastigii venerit.*

[35] Valerius Maximus 1.1.9: *Quapropter non dubitaverunt sacris imperia servire, ita se humanarum rerum futura regimen existimantia, si divinae potentiae bene atque constanter fuissent famulata.*

[36] Tertullien, *Apolog.* 25.2: *Quoniam tamen Romani nominis proprie intercedit auctoritas, non omitto congressionem, quam provocat illa praesumptio dicentium, Romanos pro merito religionis diligentissimae in tantum sublimitatis elatos et impositos, ut orbem occupant, et adeo deus esse, ut praeter ceteros floeant, qui illis officium praeter ceteros faciant.*

[37] Pour la définition de *pax deorum*, v. P. VOCI, *Diritto sacro romano in età arcaica*, cit., 49 suiv. (= ID., *Scritti di diritto romano*, I, cit., 226 suiv.); cf. aussi M. SORDI, *Pax deorum e libertà religiosa nella storia di Roma*, AA.VV., *La pace nel mondo antico*, Milano 1985, 146 suiv.; E. MONTANARI, *Il concetto originario di pax e pax deorum, Le concezioni della pace. VIII Seminario Internazionale di Studi Storici "Da Roma alla Terza Roma"*, Relazioni e comunicazioni, 1, Roma 1988, 49 suiv.; ID., *Mito e storia nell'annalistica romana delle origini*, Roma 1990, 85 suiv. (= Appendice I: "Tempo della città e *pax deorum*: l'infinzione del *clavus annalis*"); F. SINI, *Bellum nefandum. Virgilio e il problema del "diritto internazionale antico"*, cit., 256 suiv.

[38] P. VOCI, *Diritto sacro romano in età arcaica*, cit., 49: «*Pax deorum* è la situazione per cui gli dei sono in *amicizia* con gli uomini, ai quali concedono i benefici che essi si aspettano da loro» (= ID., *Scritti di diritto romano*, cit., 224); cf. aussi M. HUMBERT, *Droit et religion dans la Rome antique*, cit., 195: «La conception – d'ordre philosophique – du monde romain est celle d'un ensemble de rapports ou de forces en équilibre: toute action humaine affecte par définition cette harmonie naturelle et trouble l'ordre voulu par les dieux. D'où la nécessité, avant (ou, au pire, après) toute action, de se concilier l'accord des dieux témoignant leur adhésion. La paix universelle est alors sauvegardée. La religion consiste ainsi à rester en bons rapports avec les dieux, pour les avoir avec soi».

[39] J. SCHEID, *Le prêtre et le magistrat. Réflexions sur les sacerdoxes et le droit public à la fin de la République*, AA.VV., *Des ordres à Rome*, dir. de C. Nicolet, Paris 1984, 269 suiv.: «La République est effectivement une association de trois partenaires: les dieux, le peuple et les magistrats».

[40] Cicéron, *Pro Rabir. per. 5: ab Iove Optimo Maximo ceterisque dis deabusque immortalibus, quorum ope et auxilio multo magis haec res publica quam ratione hominum et concilio gubernatur pacem ac veniam peto*; Tite-Live 39.10.5: *pacem veniamque precata deorum deorumque*; Ovide, *Amor. 1.2.21: veniam pacemque rogamus*. Cf. Plaute, *Merc. 678: Apollo, quaeso te ut des pacem propitius*; Tite-Live 1.16.3: *pacem precibus exposcunt*; 3.7.8: *veniam irarum caelestium finemque pesti exposcunt*; 42.2.3: *prodigia expiari pacemque deum peti precationibus, qui editi ex fatalibus libris essent, placuit*; Sénèque, *Med. 595: Partite o divi, veniam precamur*. Sources pour le *pacem deum petere* des hommes et le *pacem dare* des dieux: H. FUCHS, *Augustin und der antike Friedensgedanke. Untersuchungen zum neunzehnten Buch der Civitas Dei*, Berlin 1926, 186 suiv.

[41] *Aen. 12.849-852: Hae Iovis ad solium saevique in limine regis / apparent acuuntque metum mortalibus aegris, / si quando letum horrificum morbosque deum rex / molitur, meritas aut bello territat urbes.*

[42] Voir M. SORDI, *Pax deorum e la libertà religiosa nella storia di Roma*, cit., 147: «L'antichità della formula e la derivazione di *pax* dalla radice di *pangere*, che si ritrova nell'uso arcaico di *pangere clavum*, che Livio ricorda tra i *piacula* destinati, durante la pestilenza del 364 e del 363 varr., "pacis deum exposcendae causa" (Liv. VII, 2 e 3), mi induce ad avanzare l'ipotesi che *pax deum* sia addirittura all'origine del concetto romano di *pax*». L'interprétation de Mme Sordi a été remise en cause par E. MONTANARI, *Il concetto originario di pax e la pax deorum*, cit., 56: «In definitiva, la principale obiezione che riteniamo di muovere all'interpretazione della Sordi, concerne il suo tentativo di dimostrare l'antieriorità genetica del concetto religioso di *pax deorum* rispetto al concetto politico giuridico di *pax*. Ci sembra più opportuno parlare di concomitanza tra simili valenze: sia perché si rischierebbe altrimenti di postulare una categoria a-priori di "religione", anteriore e ben distinta rispetto a quella di "diritto", cosa difficilmente proponibile per la Roma arcaica; sia perché, sovente, tanto le situazioni da espiare quanto gli operatori scelti per l'espiazione implicano non soltanto un *prodigium*, segno della *deorum ira*, ma anche un elevato grado di tensione politico-sociale; sia perché ogni *pax* giuridica avente pubblica rilevanza è comunque pronunciata sotto la tutela dei *di testes foederis* ed, anzitutto, di Giove».

[43] Plaute, *Poen. 253*.

[44] Lucrece, *De rer. nat. 5.1229*.

[45] Tite-Live 3.5.14: *His avertendis terroribus in triduum feriae indictae, per quas omnia delubra pacem deum exposcentium virorum mulierumque turba implebantur*; 7.2.2: *nisi quod pacis deum exposcendae causa tertio tum post conditam urbem lectisternium fuit*.

[46] Virgile, *Aen. 3.369-373: Hic Helenus caesis primum de more iuvenis / exorat pacem divom vittasque resolvit sacrali capitis, meque ad tua limina, Phoebe, / ipse manu multo suspensum numine ducit, / atque haec deinde canit divino ex ore sacerdos*; cf. Servius, *Ad Aen. 3.370: "Exorat pacem divom" aut de sacrificantum more requirit, utrum tempus consulendi esset; nam et hoc vehementer quaeritur, ut in sexto cum virgo poscere fata tempus ait; aut certe, quod et melius est, de sacrificantum more ante nefas expiat ab harpyia praedictum, et sic venit ad vaticinationem. Ut autem hic expiatam famen intellegamus sequens efficit locus, ut aderitque vocatus Apollo, cum constet, nisi in hoc intellexeris loco, famis causa nusquam invocatum esse Apollinis numen. Dubitationem autem in hoc loco exorat facit; nam 'orare' est patere, 'exorare' impetrare: ergo impetrat pacem aut ad inquirendum tempus, aut ad mitigandum famis periculum*. Pour le texte virgilien, v. aussi C. BAILEY, *Religion in Virgil*, Oxford 1935, 47; F. SINI, *Bellum nefandum. Virgilio e il problema del "diritto internazionale antico"*, cit., 262.

[47] Pour cette expression v. P. VOICI, *Diritto sacro romano in età arcaica*, cit., 50: «Legalismo religioso è l'insieme delle regole che insegnano a mantenere la *pax deorum*» (= *Scritti di diritto romano*, cit., 225).

[48] Voir B.W. FRIER, *'Libri Annales pontificum Maximorum': the origins of the Annalistic Tradition*, Papers and Monographs of the American Academy in Rome, XXVII, Roma 1979.

[49] Cf. Tite-Live 2.36.1; 3.5.14; 3.10.6; 4.9.3; 4.12.6; 4.21.5; 4.30.7; 5.13.4; 6.20.16; 7.2.2; 7.3.3; 7.27.1; 7.28.7; 8.6.9; 8.9.6-12; 8.25.1; 10.47.6; 21.46.1-3; 21.63.13; 22.3.11; 22.9.7; 22.36.6; 23.31.15; 23.36.10; 23.39.5; 24.10.6; 24.44.8-9; 25.7.7-9; 25.16.1; 25.17.3; 26.23.3-6; 26.45.9; 27.4.11; 27.11.1; 28.27.16; 30.2.9-13; 30.38.8. Sur cette liste de prodiges et les *Annales Maximi*, v. E. De SAINT-DENIS, *Les énumérations de prodiges dans l'œuvre de Tite-Live*, *Revue de Philologie* 16, 1942, 126 suiv.; J.PH. PACKARD, *Official notices in Livy's fourth decade: style and treatment*, Ann Arbor 1970, 125 suiv.; E. RAWSON, *Prodigy list and the use of Annales Maximi*, *The Classical Quarterly* 21, 1971, 158 suiv.; B. MACBAIN, *Prodigy and expiation: a study in religion and politics in Republican Rome*, Bruxelles 1982, 82 suiv. [Appendix A: index of prodigies].

[50] C. BAILEY, *Phases in the religion of ancient Rome*, Berkeley 1932 (Westport, Conn. 1972), 76: «Roman ritual, as it was later formulated in the *ius divinum* of the State-cult, recognized four means (*caerimoniae*) for securing and maintaining the *pax deorum*, the relation of kindness between gods and men».

[51] D. 1.1.1.2: *Publicum ius est quod ad statum rei romanae spectat, privatum quod ad singulorum utilitatem: sunt enim quaedam publice utilia, quaedam privatim. Publicum ius in sacris, in sacerdotibus, in magistratibus consistit*.

Adversaires de l'authenticité du texte F. SCHULZ, *I principii del diritto romano*, cit., 23 n. 33; U. von LÜBTOW, *Das römische Volk*, Frankfurt a. M. 1955, 618: «Die merkwürdige Dreiteilung des *ius publicum: in sacris, in sacerdotibus, in magistratibus* stammt sicherlich nicht von Ulpian»; B. ALBANESE, *Premessa allo studio del diritto privato romano*, Palermo 1978, 192 n. 295.

Mais *contra* voir, entre autres, G. NOCERA, *Jus publicum (D. 2, 14, 38). Contributo alla ricostruzione storico-esegetica delle regulae iuris*, Roma 1946, 152 suiv.: «Ulpiano è sulla scia della più pura tradizione romana» (161); F. WIEACKER, *Doppelbeispiel der Institutionen Florentins, Marcians und Ulpian, Mélanges De Visscher*, II, Bruxelles 1949, 585; pour un état de la question, cf. G. ARICÒ ANSELMO, *Ius publicum - ius privatum in Ulpiano, Gaio e Cicerone*, *Annali del Seminario Giuridico dell'Università di Palermo* 37, 1983, 447 suiv.; 461 suiv.

[52] Cicéron, *De legibus* 2.19 suiv.; 3.6 suiv.

[53] P. CATALANO, *La divisione del potere in Roma (a proposito di Polibio e di Catone)*, *Studi in onore di G. Grosso*, VI, Torino 1974,

676; suivi par C. NICOLET, *Notes complémentaires*, Polybe, *Histoires*, Livre VI, Paris 1977, 149 suiv.; J. SCHEID, *Le prêtre et le magistrat*, cit., 269 suiv.

[54] F. SINI, *Documenti sacerdotali di Roma antica*, I. Libri e commentarii, Sassari 1983.

[55] F. SINI, *Documenti sacerdotali di Roma antica*, cit., 213-214: «Cette simiglianza rappresenta un fatto di notevole portata, in quanto consente di définir con précision la matrice idéologique della concezione ciceroniana e ulpienne del *ius publicum*. Essa trae le radici da una gerarchizzazione assai antica delle parti del *ius publicum*, sostanzialmente antiplebea, risalente di certo alla élaboration sacerdotale di età précédente al pareggiamento dei due ordini, o ad età immédiatement successiva: prova di ciò può trovarsi nel fatto che con l'avvento dei plebei alle magistrature, questi introdussero la consuetudine non solo di cumulare magistratura e sacerdozio, ma di anteporre gli *honores* ai *sacerdotia* (schema ancora conservato in Varrone, *De ling. Lat.* 5.80-86), che divenne tipica dell'età medio-repubblicana».

[56] F. SINI, *A quibus iura civibus praescribentur*. *Ricerche sui giuristi del III secolo a.C.*, Torino (1992) 1995.

[57] F. SINI, *A quibus iura civibus praescribentur*, cit., 71 suiv.

[58] Tite-Live 9.34.6-7: *Itane tandem, Appi Claudii, cum centesimus iam annus sit ab Mam. Aemilio dittatore, tot censores fuerunt, nobilissimi fortissimique viri, nemo eorum duodecim tabulas legit? nemo id ius esse, quod postremo populus iussisset, scit? Immo vero omnes sciverunt et ideo Aemiliae potius legi paruerunt quam illi antiquae, qua primum censores creati erant quia hanc postremam iusserat populus et quia, ubi duae contrariae leges sunt, semper antiquae obrogat nova*. Pour A. BISCARDI, *Aperçu historique du problème de l'abrogatio legis*, *Revue Internationale des Droits de l'Antiquité* 18, 3ème ser., 1971, 461: «L'attribution de ce précepte constitutionnel aux décevirs n'est pas digne de foi»; au contraire, F. SERRAO, *Classi, partiti e legge nella repubblica romana*, Pisa 1974, 32 suiv. n. 85, ne doute pas du témoignage de Tite-Live: «Il rilevato principio della sovranità popolare, da cui l'abrogazione esplicita o implicita della legge précédente da parte della successiva deriva, fu uno dei cardini dell'ideologia plebea prima e dei successivi movimenti democratici poi» (34 n.).

[59] Sur cette question, cf. J. BLEICKEN, *Lex publica. Gesetze und Recht in der römischen Republik*, Berlin-New York 1975, 231 suiv.; 243; M. DUCOS, *Les Romains et la loi. Recherches sur les rapports de la philosophie grecque et la tradition romaine à la fin de la République*, Paris 1984, 142 suiv.

[60] Cette norme décevrale (Tite-Live 7.17.12: *In secundo interregno orta contentio est, quod duo patricii consules creabantur, intercedentibusque tribunis interrex Fabius aiebat in duodecim tabulis legem esse, ut, quodcumque postremum populus iussisset, id ius ratumque esset; iussum populi et suffragio esse*; cf. *Fontes iuris Romani Antiqui*, edidit C.G. BRUNS, ed. sexta, cura TH. MOMMSEN et O. GRADENWITZ, Friburgi in Brisgavia et Lipsiae 1893, 39 fragm. 5; *Fontes Iuris Romani Antejustiniani. Pars prima, Leges*, ed. altera, curante S. RICCOBONO, Florentiae 1941, 73 fragm. 5) signifie pour M. BRETONNE, *Tecniche e ideologie dei giuristi romani*, 2ème éd., Napoli 1982, 5: «la raggiunta capacità normativa del popolo». Voir aussi P. DE FRANCISCI, *Per la storia dei comitia centuriata*, *Studi Arangio-Ruiz*, I, Napoli 1953, 25 suiv.; F. D'IPPOLITO, *Le XII Tavole: il testo e la politica*, *Storia di Roma*, I. *Roma in Italia*, dir. A. Momigliano - A. Schiavone, Torino 1988, 407; L. AMIRANTE, *Una storia giuridica di Roma*, Napoli 1990, 137. Au contraire, pour A. GUARINO, *Giusromanistica elementare*, Napoli 1989, 231 suiv., il n'est pas possible que «le XII *tabulae* abbiano statuito così drasticamente, senza alcun riferimento anche alla indispensabile (ed influentissima) *auctoritas patrum*» (233).

[61] Voir F. SINI, *A quibus iura civibus praescribentur*, cit., 69 suiv.

[62] Sur *votum* et *vota publica*, v. A. BOUCHÉ-LECLERCQ, *Les pontifes de l'ancienne Rome. Étude historique sur les institutions religieuses de Rome*, Paris 1871 [New York 1975], 165 suiv.; J. MARQUARDT, *Römische Staatsverwaltung*, III, 2ème éd., Leipzig 1885 [New York 1975], 264 suiv. (= *Le culte chez les Romains*, I, Paris 1889, 315 suiv.); G. WISSOWA, *Religion und Kultus der Römer*, 2ème éd., München 1912, 381 suiv.; J. TOUTAIN, *Votum*, *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines* 5, Paris 1919, 969 suiv.; A. MAGDELAIN, *Essai sur les origines de la sponsio*, Paris 1943, 114 suiv.; R. NOAILLES, *Du droit sacré au droit civil*, Paris 1949, 302 suiv.; K. LATTE, *Römische Religionsgeschichte*, München 1960, 46; W. EISENHUT, *Votum*, *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, Suppl. 14, Stuttgart 1966, c. 964 suiv.; K. VISKY, *Il votum in diritto romano privato*, *Index* 2, 1971, 313 suiv.; enfin O. DILIBERTO, *La struttura del votum alla luce di alcune fonti letterarie*, *Studi in onore di A. Biscardi*, IV, Milano 1983, 297 suiv.; ID., *Voveo*, *Enciclopedia Virgiliana*, IV, Roma 1990, 629 suiv.

[63] Pour le *ius fetiale*, cf. Tite-Live 9.9.3-4: *Nam quod deditione nostra negant exolvi religione populum, id istos magis ne dedantur quam quia ita se res habeat dicare, quis adeo iuris fetialium expers est qui ignoret? Neque ego infitias eo, patres conscripti, tam sponsiones quam foedera sancta esse apud eos homines apud quos iuxta divinas religiones fides humana colitur; sed iniussu populi nego quicquam sanciri posse quod populum teneat*.

[64] A. PERNICE, *Zum römischen Sacralrechte*, I, *Sitzungsberichte der Akademie der Wissenschaften zu Berlin* 51, 1885, 1148: «Die Wirkung des Votums ist eine *obligatio*, eine sacralrechtliche Verbindlichkeit, eine religiöse und Gewissenspflicht».

Du reste, dans les sources, le verbe *obligare* apparaît fréquemment utilisé en référence au *votum*: cf. Cicéron, *De leg.* 2.41: *Diligentiam votorum satis in lega dictum est *** ac votis sponsio, qua obligamur deo*; Ulpien, *Libro primo disputationum* = D. 50.12.2: *Si quis rem aliquam voverit, voto obligatur. Quae res personam voverit, non rem quae vovetur obligat. Res enim, quae vovetur, soluto quidem liberat vota, ipso vero sacra non efficitur. Voto autem patres familiarum obligantur puberes sui iuris: filius enim familias vel servus sine patris dominive auctoritate voto non obligantur. Si decimam quis bonorum vovit, decima non prius esse in bonis desinit, quam fuerit separata. Et si forte qui decimam vovit decesserit ante sepositionem, heres ipsius hereditario nomine decimae obstrictus est: voti enim obligationem ad heredem transire constat*; Macrobe, *Sat.* 3.2.6: *Constitutum ante aras voti reus: haec vox propria sacrorum est, ut reus vocetur qui suscepto voto se numinibus obligat, damnatus autem qui promissa vota iam solvit*; Servius, *Ad Ecl.* 5.80: *Damnabis tu quoque votis id est cum deus praestare aliqua hominibus coeperis, obnoxios tibi eos facies ad vota solvenda, quae ante quam solvantur, obligatos et quasi damnatos homines retinent*.

[65] Sur le consulat cf. T.R.S. BROUGHTON, *The Magistrates of the Roman Republic*, I, New York 1951, 234; pour le pontificat, Tite-Live 25.2.2: *Aliquot publici sacerdotes mortui eo anno sunt, L. Cornelius Lentulus pontifex maximus et C. Papirius C. F. Maso pontifex et P. Furius Philus augur et C. Papirius L. F. Maso decemvir sacrorum*; v. aussi C. BARDT, *Die Priester der vier grossen Collegien aus römisch-republikanischer Zeit*, Berlin 1871, 4 nr. 10; 10 nr. 28; cf. encore F. MÜNZER, *Cornelius* (nr. 211), *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft* 4,1, Stuttgart 1900, c. 1377 suiv.; G.J. SZEMLER, *Pontifex*, *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, Suppl. 15, Stuttgart 1978, c. 376.

[66] Sources sur le *ver sacrum*: Paulus, *Festi ep.*, 519 L.: *Ver sacrum vovendi mos fuit Italīs. Magnis enim periculis adducti vovebant, quaecumque proximo vere nata essent apud se, animalia immolatueros. Sed cum crudele videretur pueros ac paelas innocentes interficere, perductos in adultam aetatem velabant atque ita extra fines suos exigebant*; Festus, 424 L.: *Sacrani appellati sunt Reate orti, qui ex Septimontio Ligures Siculosque exegerunt; nam vere sacro nati erant*; Servius, *Ad Aen.* 7.796: *Sacrae acies dicunt quendam Corybantem de Creta venisse ad Italiam et tenuisse loca, quae nunc urbi vicina sunt, et ex eo populus ducentes originem Sacranos appellatos; nam sacrati sunt matri deum Corybantem. Alii Sacranas acies Ardeatam volunt, qui aliquando cum pestilentia laborarent, ver sacrum voverunt, unde Sacrani dicti sunt.* Cf. aussi Strabon 5.4.12.

[67] Sur les problèmes posés par les *libri Sibyllini*, v. G. WISSOWA, *Religion und Kultus der Römer*, cit., 536 suiv.; W. HOFFMANN, *Wandel und Herkunft der sibyllinischen Bücher in Rom*, Leipzig 1933; J. GAGÉ, *Apollon romain. Essai sur le culte d'Apollon et sur le développement du "ritus Graecus" à Rome*, Paris 1955, 21 suiv.; K. LATTE, *Römische Religionsgeschichte*, cit., 160 suiv.; G. RADKE, *Die Götter altitaliens*, Münster 1965, 39 suiv.; R.M. OLGIVIE, *A Commentary on Livy. Books 1-5*, Oxford 1965, 654 suiv.; mais surtout, v. R. BLOCH, *Les origines étrusques des Livres Sibyllins*, *Mélanges A. Ernout*, Paris 1940, 21 suiv.; ID., *La divination romaine et les livres sibyllins*, *Revue des Études Latines* 40, 1962, 118 suiv.; ID., *Les prodiges dans l'antiquité classique (Grèce, Étrurie et Rome)*, Paris 1963 (sur les *libri Sibyllini* 86 suiv.); ID., *L'origine des livres Sibyllins à Rome: méthode de recherche et critique du récit des annalistes anciennes*, AA.VV., *Neue Beiträge zur Geschichte der alten Welt, 2. Römisches Reich*, Berlin 1965, 281 suiv.

[68] G. DUMÉZIL, *La religion romaine archaïque*, 2ème éd., Paris 1974, 471 suiv.

[69] J. MARQUARDT, *Römische Staatsverwaltung*, III, cit., 370 (= *Le culte chez les Romains*, I, cit., 316); G. WISSOWA, *Religion und Kultus der Römer*, cit., 145 suiv.; N. TURCHI, *La religione di Roma antica*, Bologna 1939, 130 suiv.; G. DE SANCTIS, *Storia dei Romani*, IV, 2, 1, Firenze 1953, 318 suiv.; E. EISENHUT, *Ver sacrum*, *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft* 8 A, 1, Stuttgart 1955, c. 911 suiv.; J. HEURGON, *Trois études sur le «ver sacrum»*, Bruxelles 1957, 35 suiv.; K. LATTE, *Römische Religionsgeschichte*, cit., 124 suiv.

[70] J. HEURGON, *Trois études sur le «ver sacrum»*, cit., 36: «En fait, dans toute l'histoire de la République, il n'y en a pas d'autre exemple: pris au piège d'un vœu imprudent, les Romains ont fini par s'en acquitter sans y laisser trop de plumes, mais en jurant de ne plus recommencer».

[71] B. BRISSONII, *De formulis et solennibus populi Romani verbis libri VIII*, éd. Francofurti et Lipsiae 1754, 88 CLXI; P. PREIBISCH, *Fragmenta librorum pontificiorum*, Tilsit 1878, 10 fragm. 47; G. APPEL, *De Romanorum precatationibus*, Gissae 1909, 8 suiv. fragm. 5.

[72] Cf., sur ce point, les critiques de G. WISSOWA, *Religion und Kultus der Römer*, cit., 403 n. 6.

[73] Voir J.-Cl. RICHARD, *Sur quelques grande pontifes plébéiens*, *Latomus* 27, 1968, 797: «Il est en tout cas significatif que la validité d'une éventuelle élection du flamme n'ait pas été mise en doute par le grand pontife du moment, L. Cornelius Lentulus Caudinus, patricien de tendance modérée. La raison de ce silence est sans doute à chercher dans la différence qui existait entre le statut du *flamen dialis* et celui de ses collègues». Contre, v. R.A. BAUMAN, *Lawyers in Roman republican politics: a study of the Roman jurists in their political setting, 316-82 BC*, München 1983, 109: «Richard attaches great importance to the apparent fact that Lentulus Caudinus, a patrician who was pontifex maximus over 221-213, offered no opposition when M. Aemilius Regillus, *flamen Quirinalis*, sought the consulship in 215. But there is no evidence for this alleged posture of the patrician pontifex maximus».

[74] Cf. G. DE SANCTIS, *Storia dei Romani*, III, 1, (Torino 1916) 2ème éd., Firenze 1970, 327 suiv.; F. CASSOLA, *I gruppi politici romani nel III secolo a.C.*, cit., 209 suiv.; A.J. TOYNBEE, *L'eredità di Annibale. Le conseguenze della guerra annibalica nella vita romana*, I. Roma e l'Italia prima di Annibale, tr. it., Torino 1981, 353 suiv.

[75] E DE MARTINO, *Storia della costituzione romana*, I, 2ème éd., Napoli 1972, 438 suiv.: «Quando la *provocatio ad populum* fu estesa alla dittatura non è detto dalle fonti, né si può affermare con certezza che ciò sarebbe avvenuto con la terza delle leggi di *provocazione*, cioè nel 300. Senza dubbio, con tale riforma la dittatura perdeva molto del suo carattere eccezionale, almeno nei rapporti con i cittadini, e quindi deve presumersi che il moto democratico fosse abbastanza sviluppato, il che non può certo dirsi dell'inizio del III secolo».

[76] A. BOUCHÉ-LECLERCQ, *Les pontifes de l'ancienne Rome*, cit., 168.

[77] Cf. Cicéron, *De domo* 136: *Sed, ut revertar ad ius publicum dedicandi, quod ipsi pontifices semper non solum ad suas caerimonias, sed etiam ad populi iussa accomodaverunt, habetis in commentariis vestris C. Cassium Censorem de signo Concordiae dedicando ad pontificum collegium retulisse eique M. Aemilium pontificem maximum pro collegio respondisse, nisi eum populus Romanus nominatim praefecisset atque eius iussu faceret, non videri eam posse recte dedicare. Quid? cum Licinia virgo Vestalis summo loco nata, sanctissimo sacerdotio praedita, T. Flaminio Q. Metello consulibus aram et aediculam et pulvinar sub Saxo dedicasset, nonne eam rem ex auctoritate senatus ad hoc collegium Sex. Iulius praetor rettulit? cum P. Scaevola pontifex maximus pro collegio respondit: quod in loco publico Licinia Gai filia iniussu populi dedicasset, sacrum non viderier.* Sur ce texte, v. S. TONDO, *Leges regiae e paricidas*, Firenze 1973, 43 suiv.; F. SINI, *Documenti sacerdotali di Roma antica*, cit., 96 suiv.; 172; F. BONA, *La certezza del diritto nella giurisprudenza tardo-repubblicana, La certezza del diritto nell'esperienza giuridica romana. Atti del Convegno Pavia 26-27 aprile 1985*, Padova 1987, 117 suiv.

[78] Tite-Live 4.20.8: *Quis ea in re sit error; quod tam veteres annales quodcumque magistratum libri, quos linteos in aede repositos Monetae Macer Licinius citat identidem auctores, septimo post demum anno cum T. Quinctio Poeno A. Cornelium Cossum consulem habeant, existimatio communis omnibus est.*

[79] G. DUMÉZIL, *La religion romaine archaïque*, cit., 473.

[80] Voir, par exemple, *duellum* en lieu de *bellum*: Varron, *De ling. Lat.* 7.49: *Perduelles dicuntur hostes ut perfecit, sic perduellis, <a per> et duellum; id postea bellum. Ab eadem causa facta Duell[i]ona Bellona*; cf. Cicéron, *Orat.* 153; Quintilien, *Inst. orat.* 1.4.15; *Act. Iud. saec. Aug.* 94 = C.I.L. VI.32323.94 (G.B. PIGHI, *De ludibus saecularibus populi Romani Quiritium*, Milano 1941, 114); *Act. Iud. saec. Sept. Sev.* 4.11 = C.I.L. VI.32329.11 (PIGHI, *Op. cit.*, 157): *imperi>um maiestatem que p. R. Q. du<elli domique auxis utique semper Latinu>s obtemperassit.*

[81] A. BOUCHÉ-LECLERCQ, *Les pontifes de l'ancienne Rome*, cit., 167 suiv.

[82] G. DUMÉZIL, *La religion romaine archaïque*, cit., 374.

[83] Aulu-Gelle, *Noct. Att.* 4.6.10: *Propterea verba Atei Capitonis ex quinto librorum, quos de pontificio iure composuit, scripsi: Tib. Coruncanio pontifici maximo feriae praecidaneae in atrum diem inauguratae sunt. Collegium decrevit non habendum religioni, quin eo die feriae praecidaneae essent.* Cf. F. SINI, *A quibus iura civibus praescribentur*, cit., 92 suiv.